Edito : Flexicurité sans capacité n'est que ruine de l'homme

Jean-Frédéric Vergnies

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3210>

DOI : 10.4000/formationemploi.3210

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 1

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean-Frédéric Vergnies, « Edito : Flexicurité sans capacité n'est que ruine de l'homme », *Formation emploi* [En ligne], 113 | janvier-mars 2011, mis en ligne le 10 mai 2011, consulté le 30 octobre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/3210> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.3210>

Éditorial

« Flexicurité sans capacité n'est que ruine de l'homme »

Ce numéro initie, dans nos colonnes, une série de réflexions sur la formation comme gage de sécurité et de flexibilité. Ce premier dossier interroge les politiques issues des réformes européennes au prisme de l'approche par les capacités (AC) initiée par A. Sen¹. Cette approche pose un cadre renouvelé pour la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de l'action publique.

Ainsi les dispositifs d'évaluation, censés être descriptifs et neutres, seraient soumis à des conventions d'évaluation dépendant de jugements de valeur discutés dans les différents articles de ce numéro. Au-delà des ressources ou des droits formels dont disposent les personnes, l'AC insiste sur les libertés réelles, en distinguant la manière dont les personnes se comportent (*fonctionnements*) et ce qu'elles sont libres de faire (*capacités*).

Ce numéro ne constitue qu'un bilan partiel du rôle de la formation dans les politiques de flexicurité. En effet, dans un contexte marqué par la crise financière, ces politiques sont encore trop récentes pour que le bilan puisse être clos. En outre, comme l'indiquent B. Conter et J.-F. Orianne, en l'absence de forte création d'emplois, le développement de l'employabilité par la formation aurait peu d'effet sur les capacités des chômeurs. Ainsi, le rôle de la formation est notamment limité par la conjoncture et les conditions macro-économiques, peu évoquées par l'AC.

En ouverture, J.-M. Bonvin, E. Moachon et J. Vero interrogent les fondements des deux indicateurs dynamiques européens qui mesurent la sécurité de l'emploi et le progrès des qualifications. Ils proposent alors une conception alternative de la sécurité de l'emploi et du rôle de la formation.

P. Caillaud et B. Zimmerman confrontent les droits à la formation et leur mise en œuvre par les entreprises. Leur analyse ouvre sur la notion de développement professionnel qui renvoie autant aux conditions d'emploi que de réalisation du travail.

Selon B. Conter et J.-F. Orianne, dans un contexte de pénurie de l'emploi en Wallonie, inciter les demandeurs d'emploi à se former uniquement selon les demandes des entreprises cantonne la formation à la flexibilisation du marché du travail, sans réelle sécurisation des trajectoires ni accroissement des capacités des individus.

M. López-Andreu et J.-M. Verd parviennent à des conclusions similaires en affinant l'analyse des effets de la formation à l'aune des types de parcours professionnels en Catalogne. Les caractéristiques de ces parcours annuleraient, dans certains cas, les effets potentiels de la formation. Dès lors, sans politiques structurelles sur le marché de l'emploi, sans modification de la législation du travail ou encore des politiques de recrutement des entreprises..., il semble difficile que la formation augmente les opportunités d'emploi.

C. Rodríguez Enríquez, dans son évocation du marché du travail argentin, caractérisé par l'importance du travail informel, confirme cette analyse.

Enfin, en postface, D. Méda invite, au-delà d'une conception alternative de la flexicurité, à envisager une alternative à la flexicurité elle-même.

Bonne lecture

Jean-Frédéric Vergnies, rédacteur en chef

¹ Cette approche avait fait l'objet du numéro 98 de *Formation Emploi* en 2007.